

Pas par la petite porte

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 996

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020334>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pas par la petite porte

Le dire assez tôt.

Le sujet est technique, dans ses données, mais, dans son fond, politique. La commission du Conseil des États qui examine le nouveau régime financier s'est prononcée, à une courte majorité, 7 contre 6, pour l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée. Elle choisit la TVA européenne contre l'ICHA, spécialité indigène.

Au décompte des voix, celle d'Yvette Jaggi a été de grand poids. Si elle avait été femme lige d'Otto Stich, la majorité aurait été retournée.

La suite ne dépendra pas de manière aussi décisive des seuls socialistes, du moins au stade parlementaire. Mais la réforme est constitutionnelle. Le peuple et les cantons voteront. Sur un tel sujet, rien n'est possible sans un très large accord. La démonstration n'est plus à faire, elle a été répétée à répétitions reprises. D'où l'urgence d'une clarification, si l'on ne veut pas jouer l'échec de la TVA au proverbe du jamais deux sans trois.

Or la problématique retenue par le Conseil fédéral comme cadre de la réforme est fautive. Politiquement maladroite et inégalitaire dans ses effets. Il a choisi de ne traiter que la réforme de la fiscalité indirecte et la loi sur le droit de timbre. Il en résulte que les principaux bénéficiaires seront les banques (ou leurs clients) et les industries d'exportation par suppression de la taxe occulte. Elles seules seront les gagnantes d'une extension de la fiscalité indirecte frappant l'ensemble des consommateurs, les modestes plus que les riches si l'on tient compte des revenus disponibles. C'est socialement inacceptable.

Il n'est pas admissible de jouer la TVA et à travers elle un peu de l'enjeu européen avec d'aussi mauvaises cartes. Les deux essais antérieurs ont échoué alors même que les compensations sociales étaient meilleures, quoique pingres.

Il faut donc sortir de l'enfermement étiqué de la réforme et considérer les points suivants.

Le rapprochement avec l'Europe de la Communauté exigera des ressources supplémentaires pour l'Etat fédéral. Pour mémoire: participation aux fonds structurels européens, soutien plus marqué à l'agriculture, réalisation des liaisons ferroviaires alpines, etc. Il importe de dégager de nouvelles ressources dans cette perspective. La réforme de la loi sur le timbre, problème spécifique, doit permettre de trouver dans le secteur bancaire même des compensations suffisantes. Elle peut financièrement être traitée à part. La volonté du centre-droit de détacher ce volet a cela de bon si l'on veut bien parler aussi recettes nouvelles. Voir la plateforme commune des partis gouvernementaux (DP 965) sur la place financière.

L'extension de la fiscalité indirecte doit entraîner un allègement substantiel de l'impôt fédéral direct. C'est une condition de réussite politique; c'est un correctif nécessaire de l'évolution de cet impôt. Il frappait à l'origine les revenus moyens et supérieurs avec une progressivité forte. Il est devenu un impôt général.

Enfin les catégories les plus modestes qu'épargne l'impôt fédéral direct, même dans sa forme actuelle, seront frappées pleinement par l'augmentation de la fiscalité indirecte. Ce sont celles qui sont le plus durement touchées par l'iniquité du système d'assurance-maladie. D'où l'opportunité de dégager des ressources pour cette réforme sociale urgente.

Ce sont les thèses qu'Yvette Jaggi a présentées dans le numéro spécial de DP, *L'Occasion européenne*. Elles demeurent les bases d'une discussion pour un accord en profondeur.

A défaut, mieux vaut laisser l'ICHA révisé aller au casse-pipe.

L'occasion n'est pas seulement européenne; elle est celle d'une démonstration de notre capacité de concertation.

Sur ce sujet, il n'y a pas de bricolage possible.